

Zeitschrift:	Les intérêts du Jura : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura
Herausgeber:	Association pour la défense des intérêts du Jura
Band:	34 (1963)
Heft:	8
Artikel:	La croissance économique
Autor:	Schaller, François
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-825110

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 20.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La croissance économique

par M. François Schaller

professeur d'économie politique à l'Université de Lausanne

Réd. — *L'ADIJ, qui se plaît ici à féliciter l'un de ses membres les plus fidèles, M. François Schaller, de Porrentruy, que l'Université de Lausanne vient d'honorer en le nommant professeur d'économie politique, ne peut que se flatter d'avoir, en mai dernier, fait appel à M. Schaller pour traiter, lors de son assemblée générale annuelle, le sujet « La croissance économique ». Voici le texte du remarquable exposé qu'avait, à cette occasion, prononcé le conférencier bruntrutain.*

Actualité du phénomène

Le problème de la croissance est au centre des préoccupations économiques contemporaines. Parcourez, dans votre journal quotidien, la chronique économique ou financière : on s'y référera certainement à quelque taux de croissance. Consultez un ouvrage d'économie publié au cours de ces trois dernières années : il serait bien extraordinaire que l'auteur ne s'étende pas longuement sur les phénomènes de croissance. Qu'un statisticien établisse, à l'aide de savants calculs, que le taux de croissance de l'économie des Etats-Unis ou du Marché commun marque un léger recul, et aussitôt chacun s'inquiète et croit discerner le signe précurseur d'une dépression prochaine. L'œil rivé sur les indices de production, le statisticien fournit périodiquement un bulletin de santé de l'économie, et renseigne le monde sur l'allure des courbes de croissance.

Le sujet, d'ailleurs, figure au rang des plus hautes préoccupations internationales. Le défi pacifique lancé par le président N.-S. Khrouchtchev aux Etats-Unis d'Amérique a trait au taux de la croissance économique. Les Etats-Unis ont accepté ce défi. Rattrapera, ou ne rattrapera pas ? Dépassera, ou ne dépassera pas ? Chacun s'interroge, et le pari est ouvert, sans qu'il soit permis à quiconque, je pense, d'ignorer ou de minimiser l'importance de l'enjeu, puisque c'est en somme du sort de notre civilisation qu'il s'agit. Taux de croissance annuel de 10,3 ! s'écrient les économistes soviétiques. Taux de 2,5 avouent leurs collègues américains, sans qu'il soit possible au profane de se rendre compte si, finalement, le taux américain de 2,5 n'est pas supérieur au taux de croissance soviétique de 10,3. Car il semble, en effet, que cette faculté d'induire en erreur et de dissimuler certains aspects essentiels d'un phénomène dont la science statistique a toujours fait preuve, bénéficie elle aussi d'un taux de croissance extraordinaire.

Quoiqu'il en soit, de l'Est à l'Ouest, d'un continent à l'autre, d'un pays à l'autre et même d'une région à l'autre, on s'oppose des indices de croissance qui témoignent abondamment d'un fait : la brûlante actualité du sujet. Or, vous le savez, il n'en fut pas toujours ainsi. Si, aujourd'hui, il apparaît que la recherche en économie politique est axée tout entière sur ce problème, il y a quelques années, ni le mot, ni la chose qu'il désigne n'étaient communs. Voyez la littérature économique d'avant la guerre de 1939. On y traite principalement, et presque exclusivement de la crise de surproduction. De la croissance, il n'est pour ainsi dire jamais question. C'est plutôt de décroissance qu'on parlait alors. Mais, depuis la fin de la dernière guerre, l'objet même de la science économique s'est modifié à tel point qu'un enseignement prodigué il y a dix ou quinze ans doit être aujourd'hui totalement renouvelé, dans le fond comme dans la forme, sous peine de priver l'étudiant de toute possibilité de compréhension du monde moderne. Parmi les sciences, la physique mise à part, on ne connaît guère que... la géographie politique de l'Afrique qui se soit transformée avec une telle rapidité !

Mesure du phénomène

En somme, de quoi s'agit-il ? De longues explications sont ici superflues. La croissance est un vocable courant, et la chose qu'elle exprime est perceptible à chacun d'une façon très claire. Ce développement progressif d'un corps organisé, selon la définition du dictionnaire, n'est un mystère pour personne. Il n'est pas une localité industrielle de notre pays qui n'ait donné le spectacle réjouissant, depuis la fin de la guerre, d'une extension sensible de l'appareil de production. Le taux de croissance serait donc la mesure de l'extension réalisée, au cours de l'année, par la production. C'est ici, précisément, qu'une chose si simple en apparence se complique en réalité beaucoup, et que certaines difficultés apparaissent, qui ne sont pas toutes surmontées.

Qu'est-ce que la croissance économique ? S'agit-il de la croissance de l'appareil de production, ou de la production elle-même, ce qui n'est pas du tout la même chose ? On se ralliera, généralement, à la seconde solution. Faut-il alors, pour mesurer la production, tenir compte du chiffre de la population active ou ne s'intéresser qu'à une quantité de biens globalement produits, quel que soit le nombre des artisans de la production ? Les avis sont partagés. Dans la seconde hypothèse, il serait donc possible que la production nationale s'accroisse, alors que, par tête d'habitant, elle marquerait un recul si une forte importation de main-d'œuvre étrangère ou un mouvement démographique sensible étaient apparus.

De plus, ce produit social global, faut-il l'estimer en valeur marchande, donc en monnaie nationale, ou en quantité physique de produits ? La question est d'importance. Si l'on retient la valeur monétaire des biens, on s'expose à prendre pour forte croissance économique ce qui n'est, en vérité, que l'effet de la dévaluation monétaire.

En admettant que l'on découvre alors un étalon de valeur stable, ou relativement stable, on éliminera d'emblée le phénomène qu'on

voulait précisément mettre en évidence, c'est-à-dire la croissance, le progrès économique et technique. En effet, supposons qu'une technique de production donnée permette de produire le double de frigidaires, au même coût de production. La valeur de chaque appareil sera diminuée de moitié. Au lieu de dix appareils vendus chacun 1000 fr., soit 10 000 fr. au total, on vendra vingt appareils à 500 fr. chacun, ce qui procurera la même recette globale de 10 000 fr. La statistique basée sur la valeur monétaire, même dans l'hypothèse d'une monnaie parfaitement stable, ne nous révélerait dans ce cas précis que la stagnation de ce secteur industriel, alors qu'en réalité la production des biens susceptibles de satisfaire nos besoins aura doublé, témoignant d'une économie en pleine croissance.

Si, en revanche, nous retenons la production physique des biens, de nouvelles difficultés surgissent, qu'il ne sera pas plus aisément de surmonter. Les biens, de plus en plus diversifiés au sein d'une économie évoluée, sont difficilement comparables. Si l'on produit aujourd'hui deux fois plus de ciment qu'il y a vingt ans, l'homogénéité de ce produit rend évidemment possible une comparaison quantitative. Mais, si c'est le nombre des automobiles fabriquées qui a doublé, encore faut-il savoir de quelles automobiles il est question ! S'il s'agit d'Alfa-Roméo ou de V.W., la différence est telle que toute comparaison des quantités produites est sans grande portée. Aussi les économistes et les statisticiens en sont-ils venus, fréquemment, à évaluer les biens en **unités de service rendu**. Cette méthode, théoriquement justifiée, laisse place à une grande part d'arbitraire.

Cependant, nous ne sommes ici qu'au début de nos difficultés.

Faut-il compter la production nationale par tête d'habitant ou par unités de travailleurs affectés à la production ? Dans le premier cas, comment comparer le volume de production d'un pays où chacun travaille — femmes, enfants et vieillards — au volume obtenu dans un pays évolué, où une fraction seulement de la population est engagée dans la production ?

Faut-il ne retenir que la productivité du travail ? Mais n'est-il pas clair que celle-ci varie en fonction des investissements consentis, du capital engagé ? Faut-il alors tenir compte de la dose de capital à disposition de chaque travailleur ? Ce serait négliger l'influence du progrès technique sur la productivité. Faut-il mesurer la production au cours de l'année civile ? Mais, à quantité égale, la production d'un Etat socialement avancé, où la semaine ne compte que quarante ou quarante-cinq heures de travail, peut-elle se comparer à celle d'une nation en voie de développement sans législation sociale très stricte ? Et ce facteur est d'importance, si l'on songe qu'aux Etats-Unis, de 1870 à 1940, la durée moyenne de travail a diminué de 30 % !

Et voici que surgit, dans la mesure du taux de croissance, un nouvel obstacle difficilement surmontable. On sait que les peuples des nations riches consacrent une part de plus en plus importante de leurs revenus à l'acquisition de services qui ne peuvent être produits par l'industrie. Or, la production de ces services (secteur tertiaire), en opposition à celle des articles manufacturés (secteur secondaire) ou des aliments (secteur primaire), se laisse difficilement quantifier. Com-

ment évaluer la production d'un avocat, d'un médecin, d'un artiste, d'un enseignant, d'un ingénieur, d'un chimiste dans son laboratoire de recherches, d'un citoyen chargé de fonctions politiques ou de direction ? Il est évident que plus la richesse nationale s'accumule, plus est grand le nombre des personnes qui se consacrent à ces tâches du secteur tertiaire, car plus leurs services sont nécessaires et demandés. Faut-il classer ces personnes parmi les couches improductives de la nation ? Personne n'y songe. Mais, alors, comment chiffrer le fruit de leur activité afin d'intégrer celui-ci à la production nationale ? Et à quoi répond ici la notion de taux de croissance ?

Enfin, la comparaison de taux de croissance se rapportant à une même époque, mais à des économies différentes, n'a pas grand sens, même en supposant l'exactitude absolue des chiffres, si la production de la période précédente, prise comme base de calcul, n'est pas identique.

J'ai voulu, par ces quelques considérations, rappeler simplement que la **notion de taux de croissance** est extrêmement complexe, et ne signifie, somme toute, pas grand-chose en elle-même. Lorsque ces taux sont établis dans des pays différents, par des méthodes différentes, qu'ils embrassent des phénomènes économiques divers et que, par surcroît, ceux qui les déterminent partagent des sentiments politiques et idéologiques différents, il est fort douteux qu'une comparaison valable puisse s'établir entre ces taux. Ils indiquent, dans le cas le plus favorable, un ordre de grandeur, et rien de plus. Exprimés par des chiffres, ces taux ont l'apparence d'une précision mathématique qui leur fait en tout cas défaut. On nous dit que de 1951 à 1959, le taux global moyen de croissance a été de 11,2 en U.R.S.S., de 2,3 aux Etats-Unis, de 6,9 dans les pays du Marché commun, de 2,6 en Angleterre et de 12,9 au Japon. Tout cela n'est certes pas sans intérêt. Il s'agit néanmoins d'une « précision dans le rêve », la plus facile, mais aussi la plus dangereuse, qui fait dire à Raymond Aron, dans son cours de Sorbonne : « Quand vous lirez dans un livre que le taux de croissance du produit national brut soviétique est de l'ordre de 10 %, ne le croyez pas. »

Réalité du phénomène

Le scepticisme avec lequel il convient d'accueillir les **chiffres** du taux de croissance n'est certainement pas de mise quant à la **réalité** de la croissance économique, dont chacun ne peut manquer d'être conscient. Cette croissance, à coup sûr, sera considérée plus tard comme l'un des événements parmi les plus marquants de l'histoire. Il est facile d'établir que nos sociétés humaines enregistrent plus de progrès, en dix ou vingt années, dans la production des biens matériels, qu'elles n'en réalisèrent durant des millénaires. Or, cette progression si rapide est relativement proche de son terme, car elle rencontrera bientôt des limites qui ne pourront être franchies en vertu de la nature même de l'homme et de la surface de la terre. Ampleur et soudaineté de la croissance, d'une part, approche de son terme absolument inéluctable, d'autre part, ce sont ces deux dimensions du pro-

blème, perceptibles à chacun, qui nous révèlent le caractère vraiment exceptionnel de l'époque transitoire que nous vivons.

a) **Ampleur et soudaineté** du phénomène, d'abord. Elles nous sont prouvées par les souvenirs du « bon vieux temps ». Il ne peut s'agir ici d'illusions, car des témoins inanimés demeurent, que nous pouvons encore contempler. Ces témoins sont les outils, les habitations et certains autres produits du travail de l'homme. Grâce à eux, nous pouvons nous faire une idée assez précise de ce que fut l'âge de nos arrière-grands-parents. Ils ne vivaient pas d'une façon très différente de nos ancêtres du moyen âge ou de l'antiquité. Au début du siècle dernier, dans nos pays, le 80 % de la population vivait de l'agriculture. Cette proportion était la même depuis les temps les plus reculés. C'est dire qu'il fallait alors, au temps de Napoléon comme à celui de Charlemagne, l'effort de quatre familles pour parvenir à en nourrir, en plus d'elles-mêmes, une cinquième. Encore cette nourriture se réduisait-elle, pour l'immense majorité de la population, à quelques aliments de base, en quantité juste suffisante pour permettre aux humains de conserver l'existence durant un quart de siècle. Car la durée de vie probable, à la naissance, s'élevait à 25 ans au début du XVIII^e siècle (elle est actuellement d'environ 72 ans pour l'homme et de 74 ans pour la femme).

Fourastié nous a livré, sur le sujet, des études suggestives. Certes, les modes de production n'ont probablement jamais été figés durant des millénaires, mais les progrès réalisés au cours des âges, et jusqu'au seuil de notre époque, sont demeurés malgré tout imperceptibles. Il fallait autant de temps à Napoléon pour se rendre de Rome à Paris qu'il n'en fallait à Jules César. Beaucoup d'entre nous se souviennent, comme moi-même, d'avoir vu couper des céréales à la serpe, et peiner les faucheurs, alors que les campagnes résonnaient du bruit de la pierre contre le métal dur de la faux. Ces modes de travail n'eussent point effarouché les Romains, et ils étaient en vigueur, hier encore, dans nos campagnes helvétiques. Aujourd'hui, la moissonneuse-batteuse n'est plus une curiosité pour personne. Quel changement cela représente-t-il ? Celui-ci, simplement, qu'en 1709 comme en 1961 le quintal de blé coûtait le même prix en France (40 livres et 40 NF) ; mais, alors que le salaire-horaire moyen était de 1 sou en 1709, il se montait à 2,35 NF en 1961. C'est dire que l'ouvrier de 1961 peut acquérir, en une heure de travail, autant de pain que son ancêtre en 47 heures. Voilà pourquoi l'âge de la faim, que connaît encore plus de la moitié de l'humanité, est révolu dans nos pays. En effet, aux pires moments de la guerre et de l'occupation, le niveau de vie de la population française n'est jamais retombé à ce qu'il était **normalement** au milieu du siècle dernier. Et l'on parlait, à juste titre, de catastrophe...

Si nous passons du secteur primaire au secteur secondaire, de l'agriculture à l'industrie, la multiplication des résultats d'un même effort humain est plus sensible encore. Lacour-Gayet a pu établir qu'à l'époque carolingienne, le cheval coûtait moins que son mors. Fourastié a montré que dans la fabrication des glaces de grandes dimen-

sions, la productivité était multipliée par 200, de l'époque de Louis XV à 1950. Mais il a établi aussi, et ceci est plus important, qu'au cours d'une seule année, 1950, aux Etats-Unis, la productivité s'était accrue de 19 % dans l'industrie de la rayonne et autres fibres synthétiques, de 22 % dans celle du coke, de 14 % dans celle du minerai de cuivre, de 11 % dans celle du papier. Et ces progrès furent réalisés en... une année !

Pour l'instant, la croissance économique n'est commune qu'à deux groupes de nations : les pays libres, et le Bloc communiste (moins Cuba, où presque tout reste à faire, et probablement la Chine). Le Tiers-Monde souffre de la faim, de la même faim qui décimait l'Occident il y a moins de deux siècles. La grande difficulté consiste dans la période de démarrage, qu'a étudiée le professeur W.W. Rostow, de l'Université de Harvard, conseiller économique du président Kennedy. Il estime que cette période se situe vers 1790 pour l'Angleterre, 1830-1860 pour la France, un peu plus tard pour les Etats-Unis, 1850-1873 pour l'Allemagne, 1890 pour le Japon, 1890-1914 pour la Russie, 1935 pour l'Argentine, 1952 pour l'Inde et la Chine (sous toutes réserves dans ces deux derniers cas). Je pense que pour la Suisse, il serait raisonnable de fixer cette période aux alentours de 1840-1850.

La période de démarrage impose à une population des sacrifices extrêmement durs. L'appareil de production moderne ne peut être édifié qu'au prix d'une épargne sociale que parvient difficilement à constituer un peuple qui souffre encore de la faim, et qui se refuse, s'il n'y est pas contraint, à d'effroyables privations en vue de la formation de richesses futures.

b) Accélération tout à fait extraordinaire, à notre époque, de ce phénomène de croissance, et nous touchons là la seconde dimension que j'évoquais tout à l'heure. Cette progression ne peut longtemps se poursuivre au rythme des deux ou trois dernières décennies. Songeons un instant qu'à un taux de croissance de 10 %, la production double après sept ans et demi. Au taux de 6 %, elle double avant douze ans. Au taux très modeste de 3 %, elle double après vingt-quatre ans. Le taux de croissance actuel de la France est, dit-on, de 7 %. C'est dire que la production française aurait décuplé en vingt-neuf ans. Comme on l'a justement noté, « à ce train, la masse même de la Lune, puis celle de la Terre, de Mars et de Vénus seraient en quelques années du milieu du prochain millénaire entièrement transformées en réfrigérateurs, machines à laver et immeubles de béton ». Mais, avant de nous heurter à la pénurie des facteurs naturels de production, une limite nous sera imposée par les possibilités d'absorption des consommateurs. La période que nous vivons à présent dans nos pays a donc un **caractère essentiellement transitoire**. Elle se caractérise par le passage de l'ère de la pénurie à celle de l'abondance. Nous avons rompu un équilibre traditionnel, et n'avons pas encore réuni les éléments qui permettront aux prochaines générations de rétablir un nouvel équilibre, essentiellement différent de l'ancien état de choses.

Nature du phénomène

Il est certain que beaucoup d'entre nous, qui vivons actuellement sur un petit stock d'idées toutes faites héritées d'un passé à jamais révolu, éprouvent quelque peine à comprendre la nature profonde de ce curieux phénomène. Le passage de l'ère du rationnement, où les biens de première nécessité sont encore parcimonieusement répartis sur l'ensemble d'une population, à l'ère d'une abondance relative, ne pourra probablement pas s'effectuer sans que soient d'abord surmontées de grandes difficultés. Celles-ci ne sont plus de nature technique, mais d'un autre ordre. Et voilà pourquoi l'intelligence de notre époque si spéciale est nécessaire à chacun pour permettre de surmonter les difficultés de demain. Il ne suffit pas, il ne suffit plus que seuls les hommes au pouvoir et ceux qui détiennent les deviers de commande de quelques grandes industries-clefs saisissent clairement la signification des temps modernes. Cette compréhension est d'autant plus nécessaire à chacun, que tous sont directement touchés par l'événement beaucoup plus profondément qu'on ne le suppose en général.

Techniquement, le problème de l'abondance est aujourd'hui résolu, grâce aux méthodes modernes de production. C'est un fait incontestable et prouvé. Néanmoins, beaucoup d'esprits se retranchent derrière les apparences d'une vertueuse prudence, pour afficher un doute systématique à l'égard de l'abondance. Peut-être croient-ils sincèrement faire preuve de sagesse. Ils me font penser à ces braves gens qui, au printemps de 1939, niaient catégoriquement la possibilité d'un nouveau conflit mondial, sous prétexte qu'une guerre serait trop horrible pour que personne puisse jamais songer à la déclencher. En vérité, ce genre de sagesse se nomme la crainte, ou la paresse intellectuelle, ou encore l'esprit de routine qui s'attache désespérément à un catalogue de valeurs reconnues traditionnellement estimables, et qui n'en sont pas moins définitivement dépassées. La vérité est que l'ère de l'abondance est redoutée par beaucoup, car il apparaît d'ores et déjà qu'elle bouleversera de fond en comble nos modes de vie conventionnels. Or, s'il est une chose à laquelle le commun des hommes est attaché, c'est bien à son style de vie, à son échelle des valeurs, à ses habitudes, à ses critères de jugement, à ses formes de pensée. Tout cela, évidemment, sera modifié par l'abondance et, dans le fond de nous-mêmes, ce sont ces bouleversements que nous redoutons.

Cette attitude risque fort de nous être finalement préjudiciable, car ce n'est pas en niant la possibilité de l'abondance que nous parviendrons à modifier l'évolution de l'histoire. Au contraire, en nous refusant mentalement à l'accueillir, nous nous exposons à être brutalement écartés des structures du monde qui se forme sous nos yeux. Tant il est vrai que la fameuse survivance du plus apte, comme l'écrivit si justement André Siegfried, ce n'est pas la survivance du plus parfait, mais du plus adapté. Il est dangereux autant qu'inutile de s'opposer à une évolution rapide de nos structures économiques, même si celle-ci s'apparente davantage à une révolution qu'à une simple transformation de notre environnement familial. Mieux vaut que ce monde de demain se fasse avec nous que sans nous.

D'ailleurs, quelles objections peut-on soulever à l'encontre de l'avènement prochain de l'abondance ? On entend dire souvent que les besoins nouveaux naissent chez l'homme plus rapidement encore que les progrès de la technique ne parviennent à les satisfaire. C'est ignorer délibérément le sens exact qu'il convient d'attribuer à la notion d'abondance. Certes, de nouveaux besoins se font sentir chez l'homme, au fur et à mesure que les soucis traditionnels de l'existence — se nourrir, se loger, se vêtir, se reposer — perdent de leur acuité.

L'examen, même superficiel, de ces nouveaux besoins, nous révèle cependant que ceux-ci ne sont pas du tout de même nature. Ils ne se traduisent pas par le désir de possession de biens matériels, mais plutôt par l'aspiration à bénéficier toujours plus largement des services que prodigue le secteur économique dit « tertiaire ». C'est d'instruction, de soins médicaux, de divertissements, d'art, de voyages que l'homme aura de plus en plus besoin, et non plus d'automobiles, d'appareils de télévision, de réfrigérateurs, de pain, de lait ou de viande, biens dont nous serons relativement vite rassasiés. Car, pour tous ces biens produits par les techniques modernes, la demande éprouve ses limites dans la nature même de l'homme. Le temps restreint la consommation de façon absolument impérative. On peut, en un après-midi de loisir, ou lire un roman, ou se promener en automobile, ou écouter une pièce de théâtre à la radio, ou assister à un match de football. On ne peut faire les quatre choses à la fois. De même notre constitution physique assigne une limite à notre consommation d'aliments riches.

En revanche, l'utilisation des services est sans bornes, car la consommation de ceux-ci a pour effet d'économiser un temps de plus en plus précieux. Aussi, la demande d'enseignants, de médecins, d'employés de tout ordre ne fait-elle que croître, sans qu'il soit jamais possible, en ce domaine qui échappe au progrès technique, d'entrevoir la fin d'une pénurie qui devient chronique. L'abondance, telle que la conçoit la science économique moderne, ne se rapporte évidemment qu'aux biens susceptibles d'être fabriqués en masse par la technique. Elle sera réalisée dès l'instant où les produits de l'industrie humaine, comprise ici dans son sens le plus technique, seront à la portée des revenus même modestes, dans une telle mesure que les besoins se rapportant à ces biens seront pleinement satisfaits. La demande de ces objets ne sera plus elle-même limitée que par le temps d'utilisation. Somme-nous sur la voie d'une semblable réalisation ? Comparez la consommation de ces produits il y a trente ans avec celle d'aujourd'hui ; calculez quelle sera cette consommation dans trente ans, sans oublier la croissance très prononcée de ce rythme de consommation au cours des dix dernières années, et voyez s'il s'agit là de science fiction, ou si nous ne sommes pas en présence d'un phénomène d'importance capitale que beaucoup se refusent à considérer en face. Au reste, peu importent les délais. Si, au lieu de trente ans, il fallait attendre le double d'années avant de connaître l'abondance, qu'est-ce qu'une période de soixante ans dans l'histoire d'une humanité qui connut la pénurie durant de longs millénaires ?

L'utopie ne réside donc pas dans cette proche perspective de l'abondance des biens matériels. Elle se situe ailleurs, chez ceux qui pensent — et ils ne sont pas rares, semble-t-il — que par l'abondance, l'homme aura du coup résolu les principaux problèmes de son existence. Lorsque Louis Armand nous dit, dans son « Plaidoyer pour l'Avenir » publié en 1961 (je cite textuellement) : « Les malheurs de l'homme sont en passe d'être surmontés », je crains beaucoup qu'en s'abusant lui-même, il ne finisse par abuser les autres. L'homme n'est pas une créature dont le bonheur dépend d'une saturation des produits de l'industrie et de l'agriculture. Il n'est pas démontré que l'ère de l'abondance ajoutera beaucoup au bonheur de l'homme. Certes, ses aspirations modifieront leur cours. Il n'est pas sûr qu'elles seront plus aisément et plus généralement satisfaites. Le souci lancinant du très matériel pain quotidien sera, bien sûr, écarté de chacun. D'autres soucis, d'autres préoccupations, d'autres désirs ne prendront-ils pas une place demeurée libre dans l'esprit et le cœur de l'homme ? Je ne sais, car la question, ainsi posée, n'est pas du domaine de l'économie politique. Je crains cependant qu'il soit raisonnable de l'admettre. Il est vraiment grand temps que l'homme réalise des progrès, en marge, ou au-delà de ses techniques, ne fût-ce que pour savoir utiliser à son avantage les longs loisirs que lui réserve l'avenir. Et je me demande si, dans ce genre de progrès, nous avons abordé déjà la période de démarrage...

La croissance et nous

Tout cela est vraiment très amusant, songent peut-être certains d'entre vous, mais il ne faudrait cependant pas oublier que nous vivons dans le Jura, que nos municipalités et nos usines n'ont nullement éprouvé la vocation d'apporter au monde les bienfaits de l'abondance. L'impulsion ne peut être donnée que par de grands blocs économiques : Etats-Unis, U.R.S.S., Marché commun. La Suisse n'a pas la prétention d'être une économie dominante. Le Jura moins encore, si possible. Donc, attendons les événements, et nous aviserosons ensuite au gré des nécessités qui nous seront imposées. Pour l'instant, poursuivons notre besogne quotidienne. Gérons nos entreprises en conservant le secret espoir, presque toujours inavoué, que demain sera semblable à aujourd'hui, et clamons notre profond regret de constater qu'aujourd'hui déjà n'est plus l'exacte copie de ce qu'hier était.

Qu'il me soit permis de dire, en guise de conclusion, combien cette mentalité, si elle était répandue, me semblerait périlleuse. Certes, le monde n'attend pas sur nous pour modifier ses techniques et ses structures de production. Il ne serait pas moins fou d'attendre de lui qu'il se préoccupât de notre sort, et nous tînt par la main pour nous guider sur la voie qui conduit aux formes économiques de demain. Nous serons seuls pour suivre notre propre chemin. Le succès sera le nôtre. En revanche, tout retard aurait pour effet de nous rejeter en marge du courant économique moderne et de faire du Jura, pour longtemps, l'une de ces régions relativement pauvres que compte tout pays, même très évolué. Or, chez nous comme en toute nation libre, l'initiative

incombe avant tout aux citoyens, et non à l'Etat. Il importe donc que chacun, ouvrier et patron, employé et fonctionnaire, financier, administrateur et politique, soit conscient de l'effort qui nous attend au cours de ces deux ou trois prochaines décennies. A cela, il convient avant tout de se préparer mentalement, et donc de **comprendre**, de déceler assez tôt le sens et la portée de la révolution que nous vivons. Si cet effort est fourni, le reste ne saurait présenter de difficultés majeures. L'essentiel est donc de comprendre.

Comprendre qu'il ne s'agit plus de durer, mais de renouveler sans cesse, de créer toujours quelque chose de neuf, qui n'aura souvent plus rien de commun avec ce qui se pratiquait précédemment.

Comprendre que le temps de la fabrique de papa est, lui aussi, révolu, et que déjà, peut-être, l'entreprise qu'on a soi-même créée appartient au passé, tant est brutale l'accélération de l'histoire.

Comprendre que l'ère du patron aux connaissances universelles est dépassée, et que nul aujourd'hui ne peut rassembler en lui-même les connaissances techniques, commerciales, financières, économiques, juridiques, sociales indispensables à la conduite rationnelle d'une entreprise.

Comprendre que dans la fabrication d'un bien qui se prête à une véritable production industrielle, les formes artisanales sont irrémédiablement condamnées ; le recours à une production de caractère industriel et technique s'impose, soit par l'extension considérable de la cellule de production et les investissements que cette décision suppose, soit par le recours à l'une quelconque des multiples formes de la concentration. Ceci est aussi vrai en agriculture qu'en industrie.

Comprendre que, seul, le pionnier a des possibilités de réaliser des profits qui lui permettront de consentir de nouveaux investissements indispensables ; les « suiveurs » n'ont plus aucune chance, en copiant un processus de fabrication nouveau qui risque fort d'être dépassé par une technique améliorée au moment où il sera connu.

Comprendre qu'aujourd'hui toute innovation porte en elle-même le germe de son dépassement rapide par un nouveau procès de production. Comprendre la nécessité des amortissements accélérés qui en découlent en période d'obsolescence chronique, alors que le vieillissement technique de l'outillage précède largement son usure physique.

Comprendre, à l'échelon du pouvoir (fédéral, cantonal, communal) et des associations d'intérêt public qu'une infrastructure économique appropriée doit évidemment devancer le développement des superstructures dont l'évolution doit être encouragée, et non entravée. Une législation — et singulièrement une politique fiscale et un droit des sociétés — susceptible de favoriser la croissance, et non de la compromettre, doit être sauvegardée. Comprendre qu'il convient à présent de prévoir et de planifier à long terme l'édification d'un réseau de communications moderne, et d'encourager au maximum la formation professionnelle scientifique et technique. Comprendre ce que nous dit Louis Armand, lorsqu'il dénonce ce retard de l'organisation par rapport à la technique.

Enfin, comprendre que c'est une chance bien extraordinaire que la nôtre de vivre à une époque aussi exaltante, qui confère à notre effort et à nos décisions le pouvoir d'affranchir définitivement ceux qui nous succéderont, du souci lancinant et démoralisant de la pénurie de biens matériels. Semblable perspective ne justifie-t-elle point tous les efforts ?

François SCHALLER

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

Notre commerce extérieur au premier semestre 1963. — Pour les six premiers mois de l'année en cours, les importations représentent 971 000 wagons de 10 tonnes et atteignent le montant de 6779,8 millions de francs, ce qui représente une augmentation quantitative de 10,5 % et une plus-value de 4,4 % par rapport au semestre correspondant de l'année précédente.

La valeur des exportations dépasse de 8 % celle de 1962 et s'établit à 4937,5 millions de francs. La valeur des exportations en pourcent de celle des importations, dont la moyenne a constamment baissé depuis 1959, a progressé et passe de 70,4 à 72,8 %.

Le solde passif de la balance commerciale se situe à 1842,3 millions de francs et marque, par rapport au premier semestre de 1962, une baisse de 79,8 millions.

L'accroissement des importations survenu par rapport aux mois de janvier à juin 1962 concerne avant tout les produits fabriqués. L'augmentation relative la plus forte échoit cependant aux achats de denrées alimentaires, boissons et fourrages.

Dans le secteur des produits fabriqués, la plus forte augmentation *ad valorem* est notée pour les achats de machines non électriques.

L'accroissement absolu de la valeur des exportations enregistré au regard du premier semestre 1962 provient essentiellement des envois de produits fabriqués, qui forment 90,1 % de la valeur totale des sorties (contre 90,3 % il y a une année).

C'est l'industrie métallurgique qui, au regard des mois de janvier à juin 1962, enregistre le plus fort développement de ses ventes à l'étranger.

Comparativement à la période correspondante de 1962, l'accroissement de nos importations concerne exclusivement les pays européens (+ 362,5 millions de francs ou + 7 %). Les entrées en provenance des territoires d'outre-mer ont diminué de 77,3 millions de francs ou de 6 %.

La plus-value des exportations intervenue par rapport au premier semestre 1962 se répartit à raison de 326,5 millions de francs (+ 11 %) sur l'Europe et de 38,5 millions (+ 3 %) sur les pays d'outre-mer. La part de notre commerce d'exportation avec l'Europe a progressé et s'élève à 68,4 %.

Exportations horlogères. — Durant le premier semestre de 1963, la valeur totale des exportations horlogères suisses a atteint 668,7 mil-